

Ecofrictions A Gandrange, ArcelorMittal passe en force

ArcelorMittal reste finalement sur sa décision initiale : le numéro un mondial de la sidérurgie va supprimer 595 emplois (sur un millier) dans son aciérie de Gandrange (Moselle), conformément à ce qu'il avait annoncé à la mi-janvier. C'est la CFDT qui a dévoilé cette décision, dimanche 30 mars, en se fondant sur les documents qu'elle avait reçus la veille, en vue de la réunion extraordinaire du comité d'entreprise (CE) qui doit se tenir vendredi 4 avril.

Lundi matin, la direction ne souhaitait pas confirmer l'information. Mais elle ne la démentait pas non plus. « Nous réservons la primauté de cette discussion aux organisations syndicales, lors du prochain du CE », indiquait un porte-parole, en rappelant que le groupe était attaché à la poursuite d'une activité sidérurgique en Lorraine et que l'usine de Gandrange faisait partie intégrante d'ArcelorMittal.

D'après Patrick Auzanneau, représentant national CFDT au sein de l'entreprise, les documents remis samedi aux élus du CE prévoient également la création d'une vingtaine d'emplois sur le laminoir à couronne et à barres (LCB) du site. Un gros effort de formation devrait être consenti en direction des personnels qui conti-

« **Malgré les propositions alternatives, le leader mondial de la sidérurgie va fermer partiellement son aciérie** »

nueront de travailler dans l'aciérie. « La direction reconnaît ainsi que nous avons raison, observe M. Auzanneau. Pendant des mois, nous l'avions alertée sur les défaillances dans la transmission des savoir-faire vers les nouvelles recrues. »

Manifestement désireux de rester seul maître à bord, ArcelorMittal poursuit son activité à Gandrange en faisant fi des multiples propositions qui lui avaient été soumises depuis deux mois. Lors d'une visite de l'usine, le 4 février, Nicolas Sarkozy avait déclaré que « l'Etat [était] prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires » pour soutenir le site et sauver les emplois. « Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal [le président du groupe] et nous investirons avec lui, soit nous trouvons un repreneur et nous investi-

rons avec lui », avait ajouté le président de la République. Quelques jours auparavant, Laurent Wauquiez, alors porte-parole du gouvernement, avait même indiqué que la Caisse des dépôts pourrait jouer un « rôle très intéressant » à propos de Gandrange.

Dans les semaines suivantes, les syndicats avaient également formulé des contre-projets. Le 5 mars, la CGT avait suggéré d'injecter 110 à 120 millions d'euros dans la construction d'un nouveau four électrique. Neuf jours plus tard, la CFDT et la CGC avaient défendu l'idée que l'aciérie pouvait redevenir rentable dès la fin 2009, moyennant des investissements compris entre 40 à 50 millions d'euros. Enfin, plusieurs sidérurgistes avaient été contactés par Alain Grenaut, directeur de l'usine de 2002 à 2005, et le maire d'Amnéville, une commune voisine. Mais le groupe avait prétendu, le 25 mars qu'aucun repreneur ne s'était manifesté.

« Le gouvernement [a] du mal à comprendre [la décision d'ArcelorMittal] », a déclaré, dimanche, le ministre du budget, Eric Woerth. Selon Xavier Bertrand, ministre du travail, l'Elysée devrait avoir un contact, ces jours-ci, avec M. Mittal. ■

BERTRAND BISSUEL